

**ABONNEMENT.**  
 Saumur.  
 Un an. . . . . 30 fr.  
 Six mois. . . . . 16  
 Trois mois. . . . . 8  
 Poste :  
 Un an. . . . . 35 fr.  
 Six mois. . . . . 18  
 Trois mois. . . . . 10

On s'abonne :  
 A SAUMUR,  
 Au bureau du Journal  
 ou en envoyant un mandat  
 sur la poste,  
 et chez tous les libraires.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

# L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU: PLACE DU MARCHÉ-NOIR

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

**INSERTIONS.**  
 Annonces, la ligne. . . . 20 c  
 Réclames, — . . . . 30  
 Faits divers, — . . . . 75

**RÉSERVES SONT FAITES**  
 Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sauf restitution dans ce dernier cas; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.  
 Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.  
 Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :  
 A PARIS,  
 A L'AGENCE HAVAS  
 3, place de la Bourse.

SAUMUR, 19 NOVEMBRE 1886

## BULLETIN

Quand on suit les débats du budget, on comprend bien vite que les citoyens forment deux grandes divisions dans la République du progrès.  
 D'un côté, les pillés; de l'autre, les pillards.  
 Comme ce sont les derniers qui ont la main levée et qu'elle seule a des droits, il en résulte que l'œuvre de ceux qui alignent les comptes à payer consiste surtout à augmenter les articles de l'addition.  
 Ah! l'on ne se douterait guère, en entendant les républicains, que l'épargne a droit à quelque considération et qu'elle représente le travailleur qui a su se récompenser lui-même sans rien demander à l'Etat.  
 On ne cherche où il y a une valeur quelconque que pour l'attaquer, la diminuer, lui faire rendre gorge.  
 On se croirait en pays conquis.  
 Les Allemands, lorsqu'ils s'enquerraient de la fortune de chaque habitant pour fixer le rançon, ne s'y prenaient pas autrement que nos républicains faisant l'enquête de la fortune publique pour « boucler » leur budget.  
 On ne se dispute dans le camp démocratique que sur le point de savoir quel est l'impôt qui frappera le plus fort et le plus durement l'épargne sous ses formes diverses.  
 La grande querelle des partisans de l'impôt sur le revenu et les cotés, et les partisans de l'impôt sur le capital; n'a pas d'autre origine.  
 Les uns craignent qu'en s'adressant au revenu, l'on permette à celui-ci de dissimuler quelque chose.  
 Les autres redoutent qu'en s'adressant au capital, on ne récolte pas à coup sûr.  
 Le doux M. Maret tient pour l'impôt proportionnel sur le capital. Il écrit:  
 « C'est la propriété qui doit payer, et non

le propriétaire, qui n'est qu'un agent payant pour elle avec une portion des fruits qu'elle donne. »  
 M. Maret a fait ses calculs. Il a vu qu'en frappant la propriété, on l'écrase sans remission, et c'est là ce qui charme cet excellent « locataire ».  
 Il a constaté, par exemple, que Chantilly aurait à payer beaucoup plus qu'il ne rapporte, et cette perspective le met en joie.  
 Après les ditbyrambes et les récompenses officielles à l'adresse de M. Paul Bert, devaient venir les statues érigées pour perpétuer le souvenir du défunt. L'initiative est déjà prise à cet égard au Tonkin, et elle aura, sans aucun doute, son écho en France, au moins dans le département de l'Yonne. Le gouvernement, en cette occasion, ne manquera pas de se mettre en frais de libéralité.  
 Déjà les républicains de l'Yonne qui habitent Paris se sont constitués en comité sous la présidence de M. Guichard, sénateur, pour élever un monument à M. Paul Bert, à Auxerre.  
 En attendant, vont venir les funérailles républicaines et athées, à grand appareil, à grand spectacle, une nouvelle offense au sentiment religieux et une occasion d'ineffable contentement pour nos radicaux. M. de Freycinet est bien satisfait aussi. C'est que pour lui aussi, le cadavre de P. Bert est un mort de combat. Les hommages qu'il lui suscite, sont autant d'affronts pour M. Jules Ferry; et les fleurs imbibées de larmes crocodiliennes que sa façade hypocrite prodigue au ci-devant vivisecteur, reprendront racine, il y compte bien, pour donner une récolte abondante d'impopularité, de mépris, de haine contre l'homme du Tonkin, son rival politique. Aux funérailles de Paul Bert, c'est Ferry et ses espoirs qui seront gratifiés d'un enterrement de première classe. Tout est supérieurement machiné pour cette pompe funèbre à double effet.  
 Et cependant, la vérité nous oblige à reconnaître que si M. Paul Bert a quitté Paris, ce n'est pas par patriotisme, mais bien parce qu'il était fort mal dans ses affaires. Il dut

se faire allouer par le Trésor une provision de 75,000 francs. Sans cela, il y aurait eu quelque grabuge à son départ. Interrogez n'importe quel conservateur du pays d'Auxerre, il vous dira que, si M. Paul Bert est parti pour le Tonkin, c'est que, pécuniairement, il était à bout de voies. Et l'on veut faire de lui la grande Victime n° 2! Comme si la vraie grande Victime de ce Tonkin néfaste et de la criminelle politique qui livra la France à ce vampire asiatique, ce n'était pas l'armée... Oui, l'armée que le Tonkin n'a cessé de dévorer sournoisement dans ses effectifs, dans ses cadres, de démoraliser et d'user tout à la fois dans ses chafs. Nous ne dirons pas: Comptez les morts militaires du Tonkin. On n'en connaît jamais exactement ni même approximativement le nombre. Les familles sont avisées du décès de leurs enfants quand cela plait aux bureaux et généralement après des délais d'une scandaleuse longueur.  
 Quant à la mortalité, jugez-en par la légion étrangère, — la troupe la plus acclimatée pourtant. Des compagnies de 200 hommes furent réduites à 35 après un an de séjour. Voilà ce qu'affirme un médecin principal de l'armée, le docteur Challant de Belval. Et vous savez aussi bien que nous quel défilé de généraux a eu lieu là-bas, tous rapidement usés et démoralisés. Paul Bert, quand il est mort, était en train de finir le général Jamont. En vérité, lorsqu'on se remémore toutes les épreuves et tous les déboires qui ont été le lot de notre brave armée de l'Indo-Chine, on ne peut s'empêcher d'en voir la personification en ce malheureux Herbinger, dont on avait voulu faire une sorte de bouc émissaire des désastres dus à M. J. Ferry.  
 On peut voir, au cimetière Montparnasse, le monument funéraire que la discrète libéralité de ses camarades lui fait ériger. Libéralité prudemment discrète, car une souscription à ciel ouvert eût été considérée comme acte d'opposition et eût attiré des disgrâces sur ses promoteurs. La somme réalisée n'en a pas moins été suffisante pour élever un fort beau monument, entouré de figures emblématiques guerrières et surmonté

du buste en bronze d'Herbinger. Il sera inauguré prochainement, lorsque les restes mortels de M. Herbinger père auront été transportés d'Alsace-Lorraine à Paris pour être réunis à ceux de son brave et infortuné fils.

## Chronique générale.

M. de Freycinet n'a pas encore trouvé le héros qu'il cherche dans tous les couloirs du Parlement. Sa liste, qui avait été longue, diminue tous les jours. Il a rayé successivement M. Rouvier, M. Warnet, M. Blandin. M. Félix Faure s'était fait inscrire, mais il a demandé à être biffé. Peut-être que les Compagnies d'assurances lui auront refusé, comme à M. Rouvier, une assurance à bon marché et pour un gros prix.  
 Les amis de M. Filippini s'opposent à sa nomination. Ils prétendent qu'il aurait plus besoin de revenir en France que d'aller de Saïgon à Hanoi.  
 Le *Moi d'Ordre* et le *Gil Blas* parlent d'un autre candidat. Ce dernier journal s'exprime ainsi:  
 « Ajoutons qu'il serait question, également, de M. Chessé, l'ancien commissaire général de la République en Océanie, gouverneur de la Guyane. On se souvient de l'habileté dont a fait preuve ce fonctionnaire dans l'île de Rapa.  
 » Il avait été déjà question de M. Chessé comme résident général à Madagascar, lorsque M. Le Myre de Villers y fut nommé.  
 » M. Chessé serait le candidat désigné du ministère de la marine, si, comme tout le porte à croire, c'est à un fonctionnaire de la carrière que l'on confie ce poste important.  
 Si, comme il est probable, M. de Freycinet est obligé de choisir un fonctionnaire, le nom de M. Chessé sera un des plus sérieux. M. Chessé a été administrateur des affaires étrangères en Cochinchine avant de devenir commissaire du gouvernement en Océanie et plus tard gouverneur de la Guyane. Il au-

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

## LE SECRET TERRIBLE

MÉMOIRES D'UN CAISSIER  
 Par Adolphe BELOT  
 Première Partie  
 LE CAISSIER

« Il faut de dire un mot de peur que l'émotion de ce soir ne me trahisse. Je cours à mes registres et je lus: « Trois titres de rentes cinq pour cent, chacun de 250 francs. »  
 C'était vrai; c'était écrit ce que je lisais. Mais ces titres de rente, bien réels, s'appliquaient à un compte de celui de Vidal et de la même somme. Car, dans mon trouble, j'avais entendu au lieu de 2,181. Cette erreur certainement...  
 — Ah! vous voyez, dit Maheurtier à son interlocuteur, il n'y a aucun danger.  
 — Mais me remis en comprenant l'erreur que je venais de commettre involontairement.  
 — Emprunt Vidal? demanda Maheurtier.  
 — Oui, emprunt Vidal, répondis-je.  
 — 27, rue de Faubourg-Poissonnière?

— Oui, 27, rue de Faubourg-Poissonnière.  
 — Vous avez commis ou on vous aura fait commettre une erreur dans l'adresse; mais cela se vérifiera à l'échéance. C'est bien.  
 Tous deux me laissèrent. Maheurtier reconduisit l'actionnaire en lui renouvelant toutes les bonnes raisons qu'il pouvait avoir de demeurer en repos. Mais celui-ci, qui sans doute avait remarqué de l'hésitation et de l'embarras dans mes façons, insista pour qu'une vérification de ma caisse eût lieu. Maheurtier ne crut pas devoir résister plus longtemps à ce désir, peut-être dans la crainte que son refus prolongé ne le fit soupçonner lui-même.  
 En rentrant, il avait un air embarrassé. Ses manières avec moi, qui étaient plutôt celles d'un camarade que d'un supérieur, ne permettaient guère qu'il vint brusquement m'annoncer cette vérification. Il usa d'un détour en feignant une grande colère contre M. Roché.  
 — Il y a, me dit-il, des gens d'une défiance infernale. Ainsi, ce monsieur qui sort d'ici est un des actionnaires les plus importants de la Caisse et désire y engager la plus grande partie de ses capitaux; mais il a des exigences incroyables. Ne voudrait-il pas se rendre compte par lui-même de nos opérations, de nos façons de procéder, de notre comptabilité? J'ai été forcé d'y consentir. Il sera ici demain matin à huit heures. Venez une

heure plus tôt que d'habitude; nous lui donnerons, ensemble, des explications. C'est ennuyeux, mais il faut ménager les clients.  
 — Je comprends cela, répondis-je sans trop savoir ce que je disais.  
 Ce que je comprenais surtout, c'est que j'étais bien décidément perdu.  
 Nous sortîmes ensemble, et il s'éloigna bientôt dans la direction du boulevard.  
 L'idée me vint de courir après lui, de lui avouer ma faute, pour qu'il me la pardonnât et m'aîdât à la réparer... Que n'ai-je cédé à cette inspiration! Mais j'hésitai, j'avais au cœur la timidité et la lâcheté du coupable; et, quand j'eus fait quelques pas pour le rattraper, il venait de disparaître.  
 Machinalement, et sans trop savoir pourquoi, je revins rue Vivienne. Je montai au bureau et m'y enfermai, après avoir demandé de la lumière au garçon de service, sous prétexte de travailler.  
 Seul, maintenant, j'essayai de rassembler mes idées et d'arrêter un plan. Je tâchai de me figurer la scène du lendemain; je la répétais, pour ainsi dire: — Maheurtier consultait mes livres et ne tardait pas à en découvrir les irrégularités. Il m'interrogeait. Pouvais-je nier? Non, c'était impossible. Je répondais: — « Eh bien! oui, » c'est vrai, après? — Mais, malheureux, ce sont des vols, des faux... — D'accord; mais suis-je beaucoup plus coupable que vous qui traquez

de titres dont vous n'êtes que le dépositaire?...  
 — Comme on voit, je suivais le système que m'avait suggéré Léonce; j'accusais au lieu de me défendre. Tout à coup je m'arrêtai.  
 — Mais c'est une nouvelle infamie à ajouter aux autres! m'écriai-je. Quoi! l'accuser, lui, qui ne m'a jamais fait que du bien, lui que j'ai indignement trompé? Non, non! Assez d'effronterie et de mensonge comme cela! L'heure du châtimeur a sonné; courbe la tête, misérable! Résigne-toi!  
 Et, passant brusquement d'un extrême à l'autre, fiévreux, à moitié fou, je me mis à mon bureau, et j'écrivis rapidement quelques pages où je confessais mon crime et en demandais pardon.  
 Sans signer et sans relire ce papier, je le pliai et le mis dans ma poche. Puis, incertain sur ce que j'allais faire, je me dis qu'il me fallait un peu d'argent, soit pour moi si je fuyais, soit pour ma femme et mon enfant, si je me décidais au suicide.  
 J'ouvris ma caisse. Elle était bourrée d'or et de billets. J'y pris deux rouleaux de mille francs, et je sortis.  
 Je ne suivis pas mon chemin ordinaire, qui m'eût trop vite ramené chez moi; j'avais besoin de réflexion, de répit. La nuit tombait, j'errai par les rues, tellement engourdi dans ma douleur, que j'allais devant moi au hasard, heurtant les passants.  
 Sur le boulevard des Italiens, abîmé de fatigue,





